



# Le 2 octobre 2025 : Grève et manifestation



Après la réussite de la mobilisation interprofessionnelle du 18 septembre, l'ensemble des organisations syndicales avait posé un ultimatum. Elles ont été reçues hier matin par le Premier ministre, pour obtenir des réponses concrètes aux revendications exprimées par les travailleuses et les travailleurs.

**L'UNSa Justice** déplore une occasion manquée. Après un long échange avec le Premier ministre sur les enjeux qui se posent pour le monde du travail, aucune réponse claire n'a été apportée à la colère des personnels et retraités...

Le Premier ministre a expliqué qu'il n'était pas en mesure de connaître la copie finale du budget 2026 qui sera adoptée par le Parlement, alors que l'intersyndicale attendait au moins des pistes sur une copie initiale. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale et fiscale.

**Le monde du travail a assez souffert et c'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales appelle à amplifier la mobilisation lors d'une nouvelle journée d'action et de grève interprofessionnelle le jeudi 2 octobre.**

**L'UNSa Justice exige l'abandon du projet de budget présenté cet été et revendique :**

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- des créations d'emplois pour la réalisation de nos missions et améliorer les conditions de travail ;
- des mesures salariales générales et la revalorisation des grilles indiciaires ;
- des mesures instaurant l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- l'abrogation de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés de maladie ;
- la garantie des droits des agents publics, en matière de protection et d'action sociales ;
- l'abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans ;
- une justice fiscale et sociale...

**L'UNSa Justice appelle les personnels à faire grève et à manifester jeudi 2 octobre sur l'ensemble du territoire pour exiger un budget 2026 plus juste.**



Paris, le 25 septembre 2025

Le Secrétaire général,  
Jean-François FORGET